

Prolifération nucléaire : les Etats-Unis face à la filière pakistano-nord coréenne

Christophe Jaffrelot

► **To cite this version:**

Christophe Jaffrelot. Prolifération nucléaire : les Etats-Unis face à la filière pakistano-nord coréenne. 2003. hal-01065040

HAL Id: hal-01065040

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01065040>

Submitted on 17 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

PROLIFERATION NUCLEAIRE : LES ETATS-UNIS FACE A LA FILIERE PAKISTANO/NORD-COREENNE

Christophe Jaffrelot
CERI / CNRS

L'hypothèse d'une filière pakistano-afghane de prolifération nucléaire a été évoquée avec insistance aux Etats-Unis au cours de la dernière guerre d'Afghanistan consécutive aux attentats du 11 septembre 2001. Les autorités américaines ont alors fait arrêter trois physiciens nucléaires pakistanais à la retraite qui, selon eux venaient, au mois d'août 2001, d'avoir des contacts avec les Talibans et Ben Laden lui-même. Tous trois siégeaient au Conseil des directeurs d'une ONG islamiste que les Etats-Unis devait classer en décembre 2001 parmi les organisations terroristes parce qu'elle servait de couverture aux trois hommes. Les ayant interrogés à la demande des Etats-Unis, les autorités pakistanaises admirent que ces hommes s'étaient vu offrir des emplois lucratifs dans un laboratoire afghan mais qu'ils avaient décliné l'offre. Ces trajectoires individuelles de prolifération à la petite semaine ne sont rien à côté de ce dont l'Etat pakistanais, l'allié privilégié des américains dans la région, s'est rendu coupable si l'on en croit les déclarations récentes des responsables américains eux-mêmes.

PAKISTAN/COREE DU NORD : LE TROC VERSION « HIGH TECH »

Les méfaits du Pakistan au titre de la prolifération nucléaire ont pour la première fois été dénoncés avec force à Washington au cours de l'automne 2002, au moment où Pyongyang s'appêtait à relancer son programme nucléaire – la Corée du Nord devait se retirer du TNP en janvier 2003. En visite en Corée du Nord, dans la première semaine

d'octobre 2002, James Kelly, l'assistant du Secrétaire d'Etat Colin Powell, avait fait part aux autorités de Pyongyang des preuves dont disposaient les Américains à propos du programme nucléaire nord-coréen. Après avoir nié en bloc, les accusés reconnurent les faits par la voix de Kang Sok Joo, le vice ministre des Affaires étrangères. Des voix s'élevèrent aussitôt pour considérer que cette relance du programme nucléaire nord-coréen n'avait été possible qu'avec l'aide du Pakistan.

Reconstituer la chronologie des faits au cours des années 1990 est délicat mais on peut aujourd'hui s'y essayer à partir de réalités objectives, et pas seulement des fuites orchestrées par les uns ou les autres. La Corée du Nord était encore engagée dans un programme nucléaire reposant sur le plutonium au début des années 1990. En 1994, Pyongyang accepta d'y renoncer aux termes d'un accord négocié avec les Américains suivant lequel Washington, en échange, s'engageait à construire deux réacteurs nucléaires d'une valeur de 4 milliards de dollars. Mais, trois ans plus tard, la Corée du Nord s'engageait dans un nouveau programme nucléaire fondé, cette fois, sur l'uranium enrichi. On peut penser que Pyongyang a bénéficié d'un transfert de technologie en provenance du Pakistan pour toute une série de raisons.

Premièrement, les deux pays présentaient des avantages comparatifs parfaitement complémentaires : le Pakistan avait acquis la maîtrise de l'arme atomique grâce à l'aide des Chinois, mais il ne disposait pas des vecteurs permettant de l'utiliser contre l'Inde, son ennemi héréditaire qui, lui, développait toute une batterie de missiles, du Prithvi à l'Agni, dont la portée ne cessait d'augmenter. Auprès de quel fournisseur le Pakistan allait-il se procurer les vecteurs qu'il pourrait équiper de têtes nucléaires ? De la Chine ? Pékin lui avait déjà donné accès à la technologie nucléaire et à certains aspects de sa maîtrise dans le domaine balistique (comme en témoignent les variantes des M-9 et M-11 figurant dans l'arsenal pakistanais), mais au début des années 1990, ce genre de commerce devient difficile en raison des sanctions et de la vigilance américaines. Tout indique qu'autour de 1992-93, Pékin ait fait savoir à Islamabad qu'il lui faudrait s'adresser à un autre pourvoyeur de technologie balistique, la Corée du Nord. Celle-ci se trouvait précisément dans la situation inverse du Pakistan : son programme balistique arrivait à maturité – comme en témoignait les succès du Nodong – mais son programme nucléaire marquait le pas. Elle aurait obtenu de A.Q. Khan, le « père » de la bombe pakistanaise, les centrifugeuses à gaz qu'il avait mises au point pour enrichir l'uranium. A.Q. Khan se serait rendu en Corée du Nord pour la première fois en 1992 – il y serait ensuite allé à douze reprises.

Ce scénario est corroboré par bien des indices. D'abord, la concordance des « timings » : selon les experts américains, le programme d'enrichissement de l'uranium en Corée du Nord remonte à 1997. Or, l'année suivante est marquée par le premier essai du missile Ghauri, d'une portée de 2 000 km et pouvant emporter une charge nucléaire d'une

demi-tonne, qui ressemble comme un frère au Nodong. Il est d'ailleurs d'autant plus probable qu'il s'agit du même modèle que l'essai d'avril 1998 a été effectué au-dessus de zones habitées, comme si cet engin n'en était pas à son premier vol. Quelque deux mois plus tard des Nord-coréens seraient venus assister au premier essai nucléaire pakistanais.

Comme toujours, le Pakistan dément toute implication dans le programme nucléaire nord-coréen¹ mais le scénario présenté plus haut commence à faire l'objet d'un véritable consensus dans toutes les chancelleries du monde : le Pakistan a permis aux Coréens du Nord d'acquiescer une certaine maîtrise de l'arme atomique.

LE PAKISTAN « PROLIFERE » QUAND LES ETATS-UNIS FERMENT LES YEUX

Le Pakistan est le candidat par excellence à la prolifération nucléaire. Il se vit en danger permanent face à l'Inde et peut être prêt à tout pour se renforcer contre son puissant voisin dont l'armement est de plus en plus sophistiqué et indépendant d'apports extérieurs. Deuxièmement, le pays traverse depuis des années une crise économique majeure qui ne permet pas à l'armée de trouver, dans les ressources de l'Etat, les moyens de financer son colossal budget (40% des dépenses annuelles – hors nucléaire). Troisièmement, dans les années 1997-2001, le Pakistan était au ban des nations du fait de ses liens avec les Talibans, de ses essais nucléaires et du coup d'Etat militaire de Moucharraf : victime d'un isolement diplomatique sans précédent et de sanctions internationales le privant de son accès traditionnel aux armes occidentales, il ne pouvait se rabattre que sur la Chine et la Corée du Nord en optant pour la fuite en avant. Enfin, pour le Pakistan, le nucléaire est quelque chose qui « transite », qui s'achète et se vend, en tout cas qui se transfère. N'avons-nous pas affaire, avec le Pakistan au seul pays officiellement nucléaire qui a acquis cette technologie de l'extérieur – de pratiques d'espionnage mais aussi de la Chine ?

Comment est-il possible que le Pakistan ait ainsi été le maillon d'une chaîne qui part de la Chine et arrive aujourd'hui en Corée du Nord ? Un tel trafic n'était-il pas détectable ? Il l'était, et d'ailleurs il a été détecté par les Etats-Unis – qui ont préféré fermer les yeux à plusieurs reprises. La première fois, dans les années 1980, Islamabad était un allié trop précieux contre les Soviétiques, en Afghanistan, pour trouver à redire aux transferts de technologies sensibles de la Chine vers le Pakistan. La deuxième fois en 2001, après le 11

¹ Le Premier ministre, Jamali, a qualifié les accusations parues dans la presse américaine de « mischievous, motivated and highly irresponsible ». Il a déclaré que le Pakistan était une puissance nucléaire responsable avec « an impeccable record of safety and security » (*Dawn*, 7 janvier 2003).

septembre, dans un contexte où le Pakistan était à nouveau un partenaire essentiel des Etats-Unis dans la lutte contre Al Qaeda et les Talibans en Afghanistan.

Le 1^{er} juin 2001, Richard Armitage, le sous-secrétaire d'Etat des Etats-Unis déclare au *Financial Times* que son pays éprouve des inquiétudes quant au rôle proliférant du Pakistan. Il précise que : « These concerns centre on people who were employed by the nuclear agency and have retired »². Le rapport du *Financial Times* ajoutait : “This could give North Korea the opportunity to obtain nuclear weapons technology – perhaps in return for details of ballistic missile technology”.

Parmi les “retraités” visés par Armitage figurait certainement A.Q. Khan. Khan a commencé sa carrière internationale par l'espionnage puisqu'il a d'abord dérobé des secrets nucléaires aux Pays Bas avant d'être chargé d'un centre de recherche à Kahuta, centre qu'il dirigera 27 ans et qui portera finalement son nom : le A .Q. Khan Research Laboratory. Ce lieu est au centre de tout le dispositif nucléaire pakistanais, mais aussi du balistique. C'est en effet dans ce même lieu que se poursuivent les recherches concernant les missiles. Les Nord-coréens, qui ont commencé à s'y rendre à la fin des années 1990, pouvaient à la fois y vanter les mérites de leur Nodong et se renseigner sur la bombe pakistanaise.

Robert Einhorn, l'ancien Assistant Secretary of State pour la non-prolifération de l'administration Clinton a récemment déclaré au *Los Angeles Times* que « if the international community had a proliferation most-wanted list, A.Q. Khan would be the most wanted on the list »³. Pendant des années, A.Q. Khan a disposé d'un statut exorbitant du droit commun: il régnait sur Kahuta et disposait d'un budget à lui, dont il ne rendait compte – comme du reste de ses activités d'ailleurs – qu'aux leaders les plus haut placés. Il a accumulé une fortune colossale – dont témoignent ses demeures palatiales – dont les autorités pakistanaises n'auraient peut-être pas été la seule source.

Khan fut contraint à une retraite anticipée en 2001 sous les pressions américaines. Il semble que ses mouvements soient à présent contrôlés. Mais Washington n'est pas allé plus loin, semble-t-il, sans doute parce que les Etats-Unis avaient à nouveau trop besoin du Pakistan dans sa lutte contre Al-Qaeda et les Talibans, pour l'indisposer avec des affaires nord coréennes qui, en 2001, n'avaient aucun caractère d'urgence. Du coup, les trafics ont continué et il semble même que les Pakistanais aient utilisé pour cela les C 130 que les Etats-Unis avaient mis à leur disposition pour mener la lutte contre Al-Qaeda.

*

Les échanges entre le Pakistan et la Corée du Nord ne sont peut-être qu'une des manifestations de la prolifération nucléaire d'origine pakistanaise. Certains pays arabes ont été en relation avec Islamabad pour ce genre de commerce, prenant ainsi au pied de la lettre

² Ces écrits reçurent de l'écho jusqu'au Pakistan (voir *Dawn*, 2 juin 2001).

³ Cité dans *The Hindu*, 9 janvier 2003.

la promesse de Zulfikar Ali Bhutto – l’architecte du programme nucléaire pakistanais – suivant laquelle le Pakistan serait le berceau de « la bombe islamique ». Non seulement les princes séoudiens et les dignitaires du Golfe persique ont été des visiteurs réguliers de Kahuta, mais, en outre, on sait de source sûre qu’au début des années 1990, des contacts existaient entre Bagdad et Islamabad⁴. Quelques années plus tôt, en 1986, A.Q. Khan avait visité la centrale iranienne de Bulanshahar, préparant ainsi la voie à un accord de collaboration nucléaire entre l’Iran et le Pakistan. Fort de cette tradition, le Pakistan est aujourd’hui la puissance proliférante par excellence - les Etats-Unis qui, il y a trois ans encore le considéraient presque comme un « Etat voyou », sont en train de s’en souvenir.

Paru dans *Esprit*, N° 293, mars/avril 2003.

⁴ Interview de Thérèse Delpech dans *Libération*, 6 décembre 2002, p. 9.